



Transdev Vaux-le-Pénil

7 décembre 2023

Ni trêve ni humanité sous le capitalisme

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances prépare en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles si il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

Transgrève !

Après la grève des dépôts de Chelles et Coubron ces deux dernières semaines qui s'est soldée par une augmentation de salaire (inférieure à la revendication des grévistes qui exigeaient 200 euros) et des primes, c'est celui de Villepinte qui se met en grève. Les revendications sont les mêmes : augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail.

Ils ouvrent une nouvelle perspective pour eux et pour nous tous si on s'y joignait en s'organisant ensemble, avec les mêmes raisons et revendications.

Salaires à la ramasse !

Alors que l'inflation galope toujours à la hausse, les patrons des différentes entreprises, des transports entre autres, adopte une tactique. Ils poussent les syndicats à temporiser en accordant des primes ponctuelles, voire comme ici des chèques cadeaux...

Avec de vagues promesses pour des négociations en 2024 ! Ils gagnent du temps et de l'argent sur notre dos. Ce dont nous avons le plus besoin ce sont des augmentations de salaires et tout de suite !

Des bus à la ramasse !

On ne compte plus les pannes et les disfonctionnements dans les bus qui n'en peuvent plus. On nous pousse même à prendre des risques !

Les nombreux dépôts qui ont fait grève ces dernières semaines ont multiplié, comme chez nous, les témoignages sur l'état du matériel. Ce qui s'ajoute aux difficultés des conditions de travail et à la circulation souvent pénible, et cela rend le confort précaire pour les usagers.

Grève à TRA Coubron/Chelles : un coup de semonce pour la direction

Après 12 jours de grève, les travailleurs des dépôts de Transdev-TRA (Coubron et Chelles) ont repris le travail. Sous pression de la mobilisation, la direction a été contrainte de négocier une revalorisation des salaires de 0,7% et de verser plusieurs centaines d'euros sous forme de prime (dont une prime de 650 euros). Même si ce résultat n'est pas à la hauteur, suite à la signature d'un syndicat, de ce que bien des grévistes réclamaient, à raison, la direction a quand même eu quelques sueurs froides, notamment à l'idée que la colère puisse s'étendre à d'autres dépôts.

Les travailleurs en lutte de TRA, dont la plupart faisaient grève pour la première fois, ont relevé la tête et noué des liens durant leur mobilisation, qui leur seront utiles pour préparer la suite !

La grève à la conquête de l'ouest !

En octobre dernier, les collègues du dépôt de Rambouillet manifestaient devant leur dépôt. Là-bas, comme partout ailleurs en Ile-de-France, ils vont faire

les frais de la mise en concurrence. Mais pas question de se laisser faire ! Et les conducteurs d'Hourtoule leurs ont emboîté le pas, en partie futurs collègues de Rambouillet dans la DSP 30, ils ont fait grève en fin novembre dernier pour dénoncer la casse qui s'annonce des conditions de travail mais aussi contre la rétention d'informations par le patronat. Que ce soit Transdev ou Lacroix-Savac, les mauvais coups contre nous sont les mêmes. Beaucoup de ces collègues vont devoir être transférés et changer de dépôt, dans un territoire à la superficie immense, pour une DSP qui ne comptera pas moins de 8 dépôts pour environ 440 salariés. A leurs yeux nous sommes des chiffres sur un tableau Excel, mais qui va devoir se payer les kilomètres en plus et les services à coupures qui nous gâchent la vie ? Ce jeudi, Rambouillet pourrait se remettre en grève, et s'ils s'y mettaient tous ensemble, avec les collègues d'Hourtoule comme de Savac, ils pourraient bien faire trembler la région entière !

Tous ensemble

Ce qui fait le plus peur aux patrons, c'est qu'on se mette tous en grève au même moment ! C'est une perspective pour tous les dépôts ! Les ponts pourraient aussi bien se créer à l'échelle régionale, avec les collègues des Yvelines, mais aussi ceux de Cergy où les conducteurs en grève le 17 novembre dernier dénonçaient là aussi des conditions de travail et des salaires prévus au rabais, avec la future reprise en DSP de la STIVO. En fait, c'est partout qu'on a bien des raisons d'être en colère et d'arrêter le travail avec des revendications communes. Travailleurs de tous les dépôts, contactons-nous et unissons-nous !

Gaza : ces enfants qu'on assassine

L'Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, tire la sonnette d'alarme sur le sort des milliers d'enfants palestiniens tués, blessés ou disparus depuis le début du conflit. « L'inaction de ceux qui ont de l'influence permet l'assassinat d'enfants », a accusé le porte-parole de l'Unicef, James Elder, depuis l'hôpital Nasser de Gaza, dans une vidéo partagée sur son compte X. De son côté, la directrice générale de l'association, Catherine Russel a déclaré : « La bande de Gaza est de nouveau l'endroit le plus dangereux au monde pour être un enfant », en rappelant qu'avant la trêve, « plus de 5 300 enfants palestiniens auraient été tués dans 48 jours de bombardement incessant... Un chiffre qui ne comprend pas beaucoup d'enfants toujours portés disparus et présumés enterrés sous les décombres ». Et ceux qui, comme Biden et Macron, appuient Israël dans cette sale guerre sont complices de ces crimes.